

Débat : Où va l'Europe ?

Actualité européenne

Il n'y a pas de plan B. Sans Constitution, l'Union européenne se retrouve élargie à 25, bientôt à 27 avec la Bulgarie et la Roumanie, 500 millions d'habitants sans institutions adaptées à ce grand bond en avant. L'Europe continuera, bien sûr, sur la base des 6 traités existants (et donc toute la partie III si décriée du texte constitutionnel). Il faudra après quelques années d'apaisement et de nouvelles élections politiques, renégocier un traité sur les institutions, court et simplifié pour le présenter par référendum aux électeurs français et néerlandais ; il ne serait en effet pas démocratique d'esquiver cette démarche en passant seulement devant les Parlements nationaux. En attendant, le Conseil Européen pourrait prendre un certain nombre d'actions pour re-mobiliser les opinions publiques et pour éviter le lent enlèvement et déclin économique déjà perceptible. Le Parlement européen doit aussi réagir.

À terme, l'Union devra décider son orientation :

- soit une Europe extensible, ouverte à tous les États voisins, même non européens géographiquement, qui décideraient d'adopter les mêmes valeurs et d'accepter les mêmes obligations : ce serait alors l'adhésion de la Turquie, de l'Ukraine et pourquoi pas d'Israël et du Maroc, thèse libérale britannique et scandinave de grand marché, partagée par le Président Chirac, Gerhard Schröder et Michel Rocard ;

- soit une Europe de plus en plus intégrée à l'intérieur de frontières fixées à l'avance ; dans ce cas, la Turquie, l'Ukraine et la Méditerranée sud seraient étroitement associées, mais sans participer aux institutions, c'est-à-dire sans pouvoir de décision à l'intérieur de l'Union et naturellement moins d'obligations : c'est la thèse définie par MM Sarkozy, Bayrou, Giscard d'Estaing et la nouvelle Chancelière Mme Merkel. Un tel choix devrait intervenir entre 2007 et 2013, période du prochain budget pluriannuel qui sera arrêté en 2006.

Pendant cette période intermédiaire d'indécision, rien n'empêche les pays les plus dynamiques de former des avant-gardes volontaires (coopérations renforcées) en matière de défense, de sécurité, de relations extérieures, de recherche commune et pourquoi pas, en matière d'éducation ou de coopération judiciaire : des europes "à la carte" comme celles de l'Euro, des visas Schengen et des europes industrielles type Airbus ou l'espace. Inutile de dire que pour jouer un rôle déterminant face à la super-

puissance américaine, à l'émergence extrêmement rapide et concurrentielle de la Chine et de l'Inde, et pour affronter la mondialisation économique, il faut sortir à tout prix de la croissance molle actuelle dans laquelle nous nous enlisons lentement ; tout renforcement de l'Union, même limité à quelques Européens avant-gardistes devient urgent.

Jean-Pierre Derisbourg,
Ancien ambassadeur
de la Commission européenne.



Réaction de Michel Rocard, député européen, ancien Premier ministre

J'ai été cinquante ans de ma vie partisan d'une Europe fédérale, fortement intégrée, à l'intérieur de frontières fixées à l'avance.

Mais hélas nous sommes battus. Ce projet a très explicitement été rejeté par les Conseils des Ministres successifs qui ont rédigé les traités de Maastricht, Amsterdam et Nice. Il l'a été aussi par les conventionnels qui ont rédigé en 2004 le projet de Constitution européenne. Et le rejet de ce projet par les Pays-Bas et la France lui a donné le coup de grâce.

C'est donc la rage au cœur que je me suis décidé à regarder la situation d'un œil neuf. Entre les pays qui sont venus à l'Union pour en faire "une grande Suisse", c'est-à-dire un club de pays riches gérant au mieux leurs intérêts de voisinage en s'occupant aussi peu que possible du reste du monde, et ceux qui n'acceptent à aucun prix qu'une esquisse de politique étrangère nous éloigne de la diplomatie américaine, il n'y a pas de majorité pour une Europe politique.

Nous resterons donc hélas, un club de pays développés sans identité internationale collective, et sans possibilité de définir ses frontières puisque n'ayant pas reçu de ses membres la mission de les garantir. Mais il reste un groupe de nations qui se sont données ensemble des règles de droit communes touchant aussi bien les droits de l'homme et la démocratie représentative que le droit de production, de l'échange et de la concurrence. Dans les deux cas, ces blocs juridiques sont les meilleurs au monde. La toute puissance économique et financière de l'Union européenne lui permet de défendre fermement son modèle et ses règles, devant l'OMC, à l'UNESCO où elle fut décisive pour adopter la convention sur la diversité culturelle,

ou en contribuant à imposer internationalement la Cour Pénale Internationale. Tout cela est déjà gigantesque, on aurait tort de le négliger, et c'est annonciateur de conflits et de succès futurs.

De plus, l'Union est un formidable incitateur à la paix et la réconciliation. Si nous pensions pouvoir faire de la politique étrangère ensemble, il ne faudrait à l'évidence ni Turcs ni Ukrainiens ni Bosniaques. Mais on n'en aura pas. Nos identités nationales resteront totalement présentes au monde. Alors si sont seuls en cause la paix et le commerce, il devient tout à fait positif d'étendre ces vertus à l'Ukraine, à la Turquie et à d'autres. On élargit par là le champ de la démocratie et des réconciliations.

Voilà mes motifs actuels, fondés sur la vision vraie de ce que nous avons réussi à faire en matière d'Europe en un demi-siècle.

Si la gauche savait



La guerre d'Algérie, Mai 68, le gauchisme, mai 81, Le Pen, les coulisses de Matignon, Mitterrand, l'Europe, mais aussi Fabius, Jospin, Delors... Michel Rocard raconte, révèle, avoue, accuse, bref, il rompt l'omerta en vigueur.

Robert Laffont,
372 pages, ISBN : 2221104358